

# La dernière frontière du colonialisme : l'accaparement des terres

18 mars 2014



Capitaine Martin

Après la crise financière de 2007, les terres cultivables (et particulièrement celles situées dans les pays en voie de développement) sont devenues l'objet d'un frénétique accaparement dans lequel se sont engagées les pétromonarchies arabes, riches en liquidités mais pauvres en terres arables ou des multinationales de l'agro-business, intéressées par la création d'immenses plantations pour la production de biocarburants. On retrouve également un certain nombre d'entreprises financières convaincues que l'investissement dans la terre peut garantir des profits en toute sécurité. On voit apparaître au final une véritable forme de colonialisme qui risque de modifier l'équilibre international, comme le montrent les récentes révoltes en Afrique du nord liées à l'augmentation du prix des denrées alimentaires.

On a commencé récemment à considérer la crise alimentaire comme un phénomène structurel, dont le *land grabbing* (l'accaparement de vastes portions de terres dans les pays en voie de développement, NDLR) est un aspect particulièrement préoccupant. Les grands investisseurs, avec la bénédiction des gouvernements locaux corrompus et le coupable appui des organismes internationaux, ont lancé une ambitieuse campagne pour prendre le contrôle de la terre et de l'eau en les soustrayant au contrôle des paysans d'Afrique et d'Amérique du sud.

Ces derniers se plaignent des graves dommages sociaux et environnementaux produits par les grands propriétaires terriens, mettant l'accent sur les dangers qui pèsent sur eux lorsque le prix des denrées alimentaires fluctue un peu trop sur les marchés internationaux. La course pour le contrôle des terres et de l'eau a pour toile de fond une crise plus générale liée à la distribution et l'utilisation des ressources qui apparaissent de plus en plus limitées.

Derrière le land grabbing se cache un colonialisme cruel et pervers où les terres fertiles des pays pauvres se négocient pour trois fois rien. On enregistre depuis une dizaine d'années une hausse constante de la demande mondiale en denrées alimentaires et en biocarburants. Des pays riches n'ayant ni terres arables ni eau (comme l'Arabie saoudite) ou qui comptent une forte densité de population (comme le Japon) ont commencé depuis longtemps à acquérir ou à louer sur le long terme des terres à l'étranger. En 2009, *Daewoo logistics* avait d'ailleurs prévu de produire du maïs et de l'huile de palme sur 1.300.000 hectare de terres agricoles de Madagascar soit près de la moitié des terres arables du pays. Il n'y a dans la plupart des cas aucune difficulté à faire main basse sur les terres convoitées : les paysans qui la travaillent vivent dans la pauvreté et ne possèdent que trop rarement un titre de propriété.

Le phénomène de l'accaparement des terres touche tous les continents, à l'exception de l'Antarctique. 47 % des États touchés par le phénomène se trouvent en Afrique et 33 % en Asie. Enfin, 90 % des terres cédées sont concentrées dans vingt-quatre pays. Tout ce qui y est cultivé l'est grâce à l'eau : à partir du moment où cette ressource est exploitée, surtout dans les zones où on enregistre déjà une malnutrition diffuse, la situation

s'aggrave. Les gouvernements locaux, qui cèdent à des prix dérisoires des régions entières (un hectare de terrain ne coûte parfois qu'un ou deux dollars par an dans certaines contrées) sont, avec les acheteurs, les principaux gagnants de ce *business* hors norme. Bien entendu, ces tarifs favorisent la venue d'investisseurs étrangers, y compris dans des zones vierges de toute infrastructure ou politiquement instables. Mais une fois cette terre vendue, le vendeur est indifférent à l'utilisation qui en est faite ; il n'existe aucune protection sociale et environnementale, et des régions entières peuvent être polluées ou vidées de toutes ses ressources sans qu'aucune autorité ne lève le petit doigt.

Les communautés locales sont de surcroît souvent chassées des terres qu'elles travaillent depuis des générations. Mais les indigènes les plus chanceux seront embauchés comme ouvriers dans la nouvelle entreprise pour des salaires de misère. José Graziano da Silva, directeur général de la FAO (organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), [a récemment comparé l'accaparement des terres en Afrique à la conquête de l'Ouest sauvage](#). C'est dire s'il semble difficile de freiner ce phénomène barbare...

L'accaparement sauvage des terres émane principalement des industries produisant des biocarburants qui nécessitent de vastes étendues pour cultiver le palmier à huile, le maïs, le colza, le tournesol, la canne à sucre et d'autres espèces de plantes à partir desquels elles obtiennent les carburants alternatifs aux produits pétroliers.

Pour rendre attrayant ce type d'investissement, il convient de bien déterminer les termes des contrats qui vont être conclus. Deux-tiers des terres et des ressources naturelles « accaparés » au cours des dernières années sont en Afrique et plus particulièrement en Afrique sub-saharienne. Ceci est une donnée essentielle pour comprendre la portée et les conséquences de ce phénomène.

Il est évident que les terres rurales apporteraient beaucoup plus aux populations autochtones si ces dernières les cultivaient, les exploitaient et vendaient elles-mêmes leurs produits aux entreprises et aux États étrangers. Ce serait encore plus profitable si elles avaient les moyens de développer des industries locales de transformation de produits récoltés. Les dégâts provoqués par l'accaparement des terres sont encore plus importants quand on considère que de nombreuses familles, parfois des milliers, perdent leur foyer et leurs moyens de subsistance pour faire place nette aux nouveaux propriétaires des lieux.

Tout ceci se passe dans les pays en voie de développement où les ventres crient bien trop souvent famine. La sous-alimentation et la malnutrition sont encore très importantes, comme le montre [le dernier rapport de la FAO sur l'insécurité alimentaire dans le monde](#). Pourtant, on y importe la nourriture à un prix élevé.

En ce qui concerne l'Afrique, les prévisions sont apocalyptiques. *Rights and Resources Initiatives*, une confédération internationale d'ONG, a publié en février 2012 le résultat d'une enquête menée dans trente-cinq pays africains. Il ressort qu'au moment où ce continent connaît une croissance exponentielle de ses besoins alimentaires, les nouveaux investisseurs ont pris pour cible les terres des communautés rurales, qui contrôlent traditionnellement un milliard 400 millions d'hectares composés de forêts et de terres arables. Mais les systèmes juridiques en place dans la plupart des États africains ne leur reconnaissent que très rarement des droits de propriété. Partout, c'est l'État qui s'est emparé de ces terres ou de ces forêts. Et partout, c'est l'État qui distribue des droits d'exploitation à des grandes sociétés étrangères. Selon l'un des dirigeants de *Rights and Resources Initiatives*, Jeffrey Hatcher, « *dans les trente-cinq pays africains étudiés, l'essentiel des terres agricoles a été confisqué par les États. Ce phénomène affecte 428 millions de paysans pauvres de l'Afrique sub-saharienne* ».

L'Afrique est un continent frappé chaque année par les pénuries saisonnières et parfois par une pénurie de produits alimentaires de base. Pis, les terres fertiles sont destinées à la production de biocarburants dont on tire de l'énergie, et ce au détriment des cultures alimentaires. Lorsque la terre et l'eau sont des sources de profits comme une autre et qu'on « *tire avantage de la hausse du prix des denrées alimentaires* », on spéculé avec la famine. C'est néanmoins une vision à très court terme car une situation qui voit des pans entiers de l'humanité vivre dans la misère porte nécessairement en elle les germes de la guerre.

**Capitaine Martin**

<http://www.resistance-politique.fr/article-la-derniere-frontiere-du-co...>

